

RESEAU FERRE DE FRANCE
PREPARATION DU DEBAT PUBLIC SUR
PROLONGEMENT DU RER E A L'OUEST – EOLE

19 octobre 2010
Alerte médias quotidienne

Sommaire

ARTICLES LIES AU PROJET DE PROLONGEMENT DU RER E A L'OUEST - EOLE	3
RER E : le prolongement en débat ce soir à Poissy, Media Seine, 19 octobre 2010	3
Un débat animé autour du prolongement du RER, JTM Info, 14 octobre 2010.....	5
ARTICLES LIES AU CONTEXTE DU PROJET	7
Sénatoriales dans les Hauts-de-Seine : Joëlle Ceccaldi-Raynaud tente de se placer, Blog Mon92.com, 19 octobre 2010	7
Intercommunalité Puteaux - Courbevoie : seuls les centristes sont cohérents, Blog de Christophe Grébert, 19 octobre 2010	9
Carpe Diem punie par les manifs, Le Parisien, 19 octobre 2010	10
L'Etat se dédit sur les financements des projets, L'Usine Nouvelle, 18 octobre 2010.....	11
La discrète campagne de Jean Sarkozy à Neuilly, 15 octobre 2010, LePoint.fr.....	12

Articles liés au projet de prolongement du RER E à l'Ouest - EOLE

RER E : le prolongement en débat ce soir à Poissy, Media Seine, 19 octobre 2010



Après trois réunions publiques à Paris, Mantes-la-Jolie et La Défense, c'est au tour de Poissy d'accueillir, ce soir, un débat public sur le prolongement du RER E à l'Ouest.

Des trains plus fréquents et plus ponctuels, des trajets plus rapides, une desserte plus adaptée : tels seraient les bénéfices du projet pour les 370 000 habitants de Seine Aval. Avec en prime un développement économique, la nouvelle offre de transport pouvant inciter les entreprises à implanter et développer leurs activités sur ce territoire.



Le prolongement à l'ouest du RER E s'inscrit donc parfaitement dans l'Opération d'Intérêt National (OIN) Seine Aval qui concerne 51 communes des Yvelines et qui se sont engagées en 2007 avec l'Etat, la Région Île-de-France et le département des Yvelines à doubler la construction annuelle de logements, à favoriser l'accueil d'activités économiques et à développer un réseau de transport en adéquation avec les besoins de déplacements.

Le débat de ce soir à 19h00 au cinéma C2L (121 rue du Gal. De Gaulle) portera justement sur les effets du prolongement du RER E sur le développement économique de la Seine Aval et ses conséquences sur la desserte de Poissy.



La carte de l'OIN Seine Aval

D'un coût de 2 à 2,8 milliards d'euros (dont 620 millions d'euros pour la section Poissy – Mantes-la-Jolie), le prolongement du RER E à l'ouest doit être cofinancé par l'État, la Région Île-de-France et les Départements. Les travaux devraient commencer en 2013, pour une mise en service intégrale en 2020.

Calendrier :

- ▶ 2013 - 2017 : lancement des travaux sur la ligne Mantes – Paris- Saint-Lazare via Poissy, permettant une première amélioration des conditions de circulation au bénéfice de Transilien et des trains normands.
- ▶ 2014 : début des travaux entre Haussmann-Saint-Lazare et La Défense-Nanterre.
- ▶ 2020 : mise en service de la branche ouest du RER E.

En savoir plus sur l'OIN : <http://www.epamsa.fr/fr/operation-d-interet-national/>

Transports – Elus, comités et usagers ont assisté à la réunion publique mantaise

Un débat animé autour du prolongement du RER

La réunion publique organisée à Mantes-la-Jolie a permis à Michel Gaillard, président de la commission du débat public, et aux techniciens du STIF*, de RFF** et de la SNCF de répondre aux nombreuses questions des élus, associations et usagers présents.

Voici les principaux points abordés mardi.

Les trains allaient à Paris-Saint-Lazare, le RER ira à Haussmann...

Cette nouvelle offre facilitera l'accès à Paris et aux grandes correspondances, notamment avec le RER C à Porte Maillot ou avec les RER B et D à gare du Nord. Les temps de trajet seront raccourcis, notamment pour rejoindre Les Mureaux ou Poissy.

Les semi-directs s'arrêteront-ils à Epône ?

A l'heure de pointe du matin à Mantes-la-Jolie, 2 RER rejoindront La Défense via Les Mureaux, Verneuil et Poissy. 4 autres desserviront toutes les gares de la ligne, dont Epône. Ces choix ont été arrêtés au regard d'une enquête sur les destinations des usagers. Mais afin de proposer une offre équilibrée et adaptée aux besoins, les études pourront être approfondies.

Quelle sera la fréquence en période creuse ?

Cette offre reste à déterminer et prendra en compte la fréquentation.

Les travaux vont-ils perturber le trafic ?

Les aménagements sur la ligne existante (quais, gares..) et la création d'une 3^e voie entre Epône et Mantes-Station - pour dissocier les trains rapides des trains lents - seront réalisés entre 2013 et 2017, princi-

palement la nuit, les week-ends et pendant l'été. Dès 2017, la circulation sur la ligne devrait bénéficier de plus de régularité.

Et l'environnement ?

Les études sont consultables sur internet. S'agissant d'une ligne existante, il y aura peu d'impact. Le projet donnera l'occasion de réfléchir à la réduction des nuisances sonores.

Les trains seront-ils confortables ?

De nouvelles rames seront mises en service et proposeront plus de 1 000 places assises, contre 880 aujourd'hui. La montée sera facilitée, ce qui devrait réduire l'attente en gare. Une réflexion sur l'accessibilité des personnes handicapées sera également menée.

Les tarifs vont-ils changer ?

Non, ils seront identiques à ceux pratiqués actuellement sur Transilien.

Qu'en sera-t-il du bus Express A14 ?

Il faudra voir si son maintien s'impose. S'il disparaissait, ce serait au profit de nouvelles lignes, comme par exemple Limay-La Défense.

Et la ligne de train via Conflans ?

Le confort sera amélioré d'ici 2014. Une réflexion sur le cadencement vers Mantes sera menée pour permettre aux habitants de la rive



Après la présentation du projet, les questions ont été nombreuses

droite d'emprunter le RER.
Comment le projet va-t-il être financé ?

Le coût total est estimé à plus de 2 milliards d'euros, dont 620 millions d'euros

pour les travaux sur la section Poissy-Mantes-la-Jolie. L'Etat et la Région ont financé les études. La suite du projet bénéficiera notamment du soutien de la Région

(250 M€), des départements concernés (300 M€) et de l'Etat (200 M€).

M-A.L.

* Syndicat des transports d'Ile-de-France / ** Réseau ferré de France

Infos, questions et remarques sur www.debatpublic-rer-e.org

Articles liés au contexte du projet

Sénatoriales dans les Hauts-de-Seine : Joëlle Ceccaldi-Raynaud tente de se placer, Blog Mon92.com, 19 octobre 2010



De nombreuses rumeurs dans le département des Hauts-de-Seine font état d'une liste UMP pour l'élection sénatoriale de septembre 2011 où semblerait ne pas figurer Joëlle CECCALDI-RAYANUD. Au moins, pas dans les places éligibles.

Si ces rumeurs se confirmaient, le maire de Puteaux se trouverait dans une situation un peu embarrassante :

- Sur le plan symbolique d'abord, ce serait le signe sans appel que sa notoriété n'a pas débordé le cadre de la ville de Puteaux, pas plus que sa gestion de La Défense comme Présidente de l'EPAD. En un mot, elle ne figurerait pas parmi les personnalités appelées à représenter l'avenir UMP du département,
- Sur le plan de sa durée de vie politique : face à la candidature probable du maire de Neuilly, Jean-Christophe FROMANTIN, aux prochaines législatives, Joëlle CECCALDI semble avoir choisi la sécurité du scrutin de liste des Sénatoriales, moins risqué pour elle... Mais si ce scénario se retirait, il lui faudrait soit trouver une liste de rechange comme elle l'avait déjà fait, sans succès, aux dernières sénatoriales ; soit monter au créneau législatif face à un maire de Neuilly largement soutenu par sa population avec le risque de perdre cette élection.

Les candidates qui sembleraient avoir été retenues à sa place pour les Sénatoriales seraient

Isabelle BALKANY et Isabelle DEBRE.

Les partenaires avec lesquels Joëlle CECCALDI-RAYNAUD pourrait s'associer dans une liste de rechange « majorité présidentielle non UMP » pourraient être ceux qui auraient aussi été recalés des élections UMP : Roger KAROUTCHI et Jacques GAUTHIER. Une liste de has been ?

On sent bien la fièvre monter dans les états major UMP du département, qui ont, entre autre casse-tête, de laisser aussi quelques places à leurs alliés du Nouveau Centre, au détriment des « fidèles » de circonstance ou de toujours.

Les Présidents de la République et les partis sont rarement fidèles aux hommes et aux femmes qui les ont servis. Joëlle CECCALDI-RAYNAUD risque d'en faire la douloureuse expérience...



Le maire et l'UMP de Puteaux ont lancé une campagne de désinformation à propos du vote de l'intercommunalité Puteaux/Courbevoie, affirmant que le MoDem à Courbevoie et à Puteaux avait une position différente sur cette question.

Je tiens à dénoncer fermement cette nouvelle manipulation de la majorité ceccaldiste.

Comme à Puteaux, le MoDem de Courbevoie s'est abstenu sur cette intercommunalité étriquée, défensive et sans projet !

En revanche, il y a bien une division entre le PS de Puteaux, qui a voté pour, et le PS de Courbevoie, qui a voté contre cette intercommunalité réduite.

Il y aussi une division entre le maire UMP de Courbevoie, qui souhaite l'adhésion des 2 communes à un syndicat d'études des villes de La Défense, et le maire UMP de Puteaux, qui refuse cette adhésion.

Au final, et en réalité, seuls les centristes de La Défense, rassemblés au sein du groupe Ma Défense, ont une position claire sur ce que doit être l'avenir du quartier. Sans doute parce que nous ne défendons que l'intérêt général.

LA DÉFENSE

Carpe Diem punie par les manifs

L'actualité sociale et les perturbations annoncées dans les transports aujourd'hui auront eu raison de la pose de la première pierre de la tour Carpe Diem, à La Défense. La cérémonie, à laquelle devait assister Jean-Louis Borloo, a été reportée à une date ultérieure. La tour Carpe Diem, portée par l'assureur Aviva, doit ériger ses trente-deux étages (167 m) à la place de la tour France Télécom.





L'aide apportée par le gouvernement pour les projets de transports en commun en site propre est revue à la baisse.

Le premier appel à projets des transports en commun en site propre (TCSP) avait été accompagné d'une enveloppe de 800 millions d'euros par l'Etat. Pour la deuxième vague, l'enveloppe sera diminuée de moitié (300 à 500 millions d'euros), malgré un nombre de projets plus importants. Une fois de plus, le gouvernement est en contradiction avec les promesses du Grenelle de l'environnement.

La loi Grenelle 1 prévoyait une aide au financement des TCSP de province de 2,5 milliards d'euros d'ici 2020. Pour les collectivités locales, bon nombre de projets risquent de passer à la trappe ou, pour le moins, d'être différés, à moins qu'ils ne soient revus à la baisse. Le ressentiment vis-à-vis de la capitale n'est pas prêt de s'éteindre, puisque l'Etat s'est engagé à verser 4 milliards d'euros pour le Grand Paris.

UMP

Un an après "l'affaire" de la présidence de l'Épad, Jean Sarkozy reste discret. Mais la prochaine semaine s'annonce tendue pour le fils cadet du président. Jeudi 21 octobre, Jean Sarkozy remettra en jeu son poste de délégué UMP de la circonscription de Neuilly-Puteaux. Seul candidat lors de l'élection interne de 2008, le jeune étudiant en droit, âgé de 24 ans, affrontera cette fois quatre rivaux. La campagne risque d'être vive quoi qu'en dise l'entourage du fils du président. "Franchement, je ne vois pas comment Jean pourrait être battu. Il n'y aura pas de surprise", s'exclame l'un de ses proches. "De toutes les façons, Jean continuera sur sa lancée, quelle que soit l'issue du scrutin", poursuit ce dernier, soucieux de montrer la détermination du jeune conseiller général.

Effet de calendrier

D'abord prévu dimanche 24 octobre, le scrutin interne a finalement été avancé de trois jours. Si la fédération UMP des Hauts-de-Seine justifie ce changement par le début des vacances scolaires de la Toussaint, un autre effet de calendrier pourrait l'expliquer. Une fois reconduit pour un second mandat à la tête du groupe UMP-Nouveau Centre, Jean Sarkozy pourrait ainsi arriver triomphant à la séance du conseil général des Hauts-de-Seine prévue le lendemain, vendredi 22 octobre.

Dès lors, il serait naturellement reconduit dans ses fonctions d'administrateur au sein de l'Établissement public d'aménagement de La Défense (Épad). En effet, dans le cadre de la fusion de l'Épad et de l'Établissement public d'aménagement de Seine-Arche (Epassa), les deux postes d'administrateur dévolus aux conseillers généraux seront remis en jeu lors de la séance de vendredi. "La logique veut que le groupe UMP reconduise naturellement Patrick Devedjian en tant que président du conseil général, et Jean Sarkozy en tant que chef du groupe UMP-Nouveau Centre", affirme Thierry Solère, vice-président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine et proche de Jean Sarkozy.

Une fois ces échéances passées, le fils du chef de l'État relancera, début novembre, ses cafés politiques. Histoire d'occuper la scène politique locale et, pourquoi pas, de briguer la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine en mars 2011. Un poste qu'il lorgne en secret.